

LES VIOLATIONS
DES DROITS DE LA
PERSONNE DES
OUÏGHOURS
ÉQUIVALENT À UN
GÉNOCIDE

31 juillet 2020
Campagne pour les
Ouïghours, Washington
D.C.

Article 1 : Vue d'ensemble

Depuis la première construction des camps de concentration en 2014, la communauté internationale observe et attend, passant en revue les discours en évolution rapide du Parti communiste chinois concernant l'utilisation de ces installations. Ce dernier a tout d'abord nié leur existence, puis les a reconnus en les désignant comme étant des « centres de formation professionnelle ». Lorsqu'il a été révélé que le gouvernement local s'était procuré de grandes quantités de poivre de cayenne, de menottes et de matériel inhabituels pour une école, le régime chinois a continué de nier les violations des droits de la personne. Trois séries de documents ayant fait l'objet d'une fuite témoignent de la vision de Xi Jinping d'utiliser les « organes de la dictature » contre les Ouïghours et de n'avoir « absolument aucune pitié » pour eux (Ramzy et Buckley 2019). En outre, c'est la tactique musclée du nouveau secrétaire du Parti communiste de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang, Chen Quanguo, qui a conduit les forces de sécurité à « rassembler tous ceux qui doivent être rassemblés » dans des camps d'internement pour « un enseignement et une formation concentrés » (Zenz 2020). Les 403 pages de documents qui ont fait l'objet d'une fuite donnent un aperçu privilégié et sans précédent de l'attitude raciste et brutale du Parti communiste chinois à l'égard du peuple ouïghour, comme en font foi les millions de personnes innocentes entassées comme des animaux d'élevage dans les camps de concentration de la Chine.

Bien que ces politiques impitoyables et vicieuses aient été conçues et orchestrées par des représentants de haut niveau du gouvernement de la Chine, la capacité de Xi Jinping de dissimuler la nature des camps et d'induire la communauté internationale en erreur a été une fois de plus démontrée dans la façon dont le Parti communiste chinois a trompé la communauté internationale au sujet du virus mortel, qui coûte aujourd'hui des centaines de milliers de vies. Les trois séries de documents officiels ayant fait l'objet d'une fuite corroborent les informations que les journalistes et chercheurs ont découvertes au cours des deux à trois dernières années. Ces documents doivent être reconnus comme étant aussi liés directement aux messages diffusés publiquement par le Parti communiste chinois, comme l'a peut-être mieux exprimé un représentant chinois, qui a déclaré que « les Ouïghours n'ont pas accès aux droits de la personne ». En fonction de la capacité des installations des camps, comme on l'a vu à partir de l'imagerie satellite, le nombre d'Ouïghours portés disparus par des membres de la famille et les informations provenant des documents divulgués, le nombre d'Ouïghours et d'autres peuples turcs emprisonnés dans les camps est estimé à un chiffre aussi élevé que 3 millions.

Comme la Chine a fait l'objet d'une surveillance accrue en raison de ses mesures visant à retarder la communication d'informations sur la COVID-19 et à continuer de faire disparaître l'information sur le nombre de cas, l'évolution actuelle des stratégies de politique étrangère de la Chine visant non pas à nier, mais simplement à refuser toute forme de responsabilité pour ces actions, a été largement observée. Le gouvernement de la Chine a choisi de demander aux autres pays de cesser de « s'immiscer » dans ce que la Chine considère comme étant ses affaires intérieures et a répondu à toute action d'autres nations visant à demander des comptes par des mesures de représailles, c.-à-d. la détention sans raison de citoyens canadiens. Comme le montrent les preuves de plus en plus nombreuses, ces atrocités ne se limitent pas aux affaires intérieures de la Chine. De nombreuses sociétés internationales sont complices du recours au travail d'esclaves ouïghours des camps de concentration de la Chine. Le Canada et la communauté internationale ont été terriblement lents à réagir à la disparition de millions d'Ouïghours, de Kazakhs et d'autres peuples turcs dès 2017.

Article 2 : Contexte historique, politique et économique

La patrie ouïghoure est désignée par de nombreux membres de la diaspora sous le nom de Turkestan oriental, son nom historique et géographique. Le nom officiel que lui a attribué le gouvernement de la Chine après son occupation, Région autonome ouïghoure du Xinjiang, donne des indices sur l'origine des nombreux problèmes dans la région. « XinJiang », en chinois, signifie « nouveau territoire », un nom inexact et insultant pour les Ouïghours qui habitent cette terre depuis des milliers d'années. Depuis l'annexion de la région par le Parti communiste chinois en 1949, la démographie des Ouïghours a beaucoup changé en raison des efforts calculés du régime chinois pour amener des colons chinois dans la région. En 2009, les émeutes d'Ourumtsi, comme les a appelées l'État chinois, ont été révélées par les Ouïghours qui ont survécu au massacre de manifestants pacifiques qui, encore une fois, s'étaient vus refuser la possibilité de s'attaquer aux injustices et à la discrimination, et à formuler toute doléance. Dans ce qui a ressemblé au massacre de la place Tiananmen, les représentants chinois ont déformé la réalité et réussi à dépeindre tout un groupe ethnique comme des terroristes, alimentant délibérément cette peur parmi la population chinoise par le biais des médias d'État. La Chine a justifié ses actions par la « guerre contre le terrorisme », mais même en tenant compte des incidents terroristes et du nombre d'individus impliqués dans ces événements, la réponse du gouvernement est disproportionnée et clairement le résultat d'autres programmes plus sinistres.

Depuis l'ascension de Xi Jinping en tant que secrétaire du Parti communiste chinois, la situation

des Ouïghours s'est détériorée rapidement, au point où plusieurs groupes de défense des Ouïghours et des droits de la personne l'ont reconnu comme étant un génocide.

Après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, le gouvernement communiste chinois s'est mis à persécuter la population du Turkestan oriental. Des politiques telles que la « punition sur place » sont appliquées aux Ouïghours, aux Kazakhs et aux autres peuples turcs. En vertu de ces nouvelles politiques, les forces armées peuvent abattre quiconque ne respecte pas leurs ordres. Les médias ont rapporté qu'un adolescent ouïghour a été tué par balles par des agents de la circulation pour avoir brûlé un feu rouge sur sa motocyclette. Les forces spéciales et la police armée peuvent perquisitionner les maisons des Ouïghours en tout temps et procéder à des fouilles et à des arrestations à leur guise. Depuis la construction des premiers camps de concentration, dans le cadre de la campagne de frappe contre les Ouïghours en 2014, la réponse publique de la Chine et les récits soigneusement préparés ont changé si rapidement les uns après les autres que le simple examen des contradictions constantes est en soi accablant. Lorsque Chen Quanguo a été amené au Turkestan oriental après son affectation au Tibet en août 2016, il a commencé une coercition culturelle et ethnique impitoyable en faisant arrêter des membres du comité de compilation des manuels ouïghours et en abolissant les manuels de cours en ouïghour. Yalqun Rozi est un chercheur et écrivain bien connu qui a travaillé au sein du comité de rédaction du département des manuels scolaires ouïghours du ministère de l'Éducation du Xinjiang. En octobre 2016, en tant que premières victimes des atrocités actuelles, Yalqun Rozi et d'autres ont été interrogés relativement à des « problèmes idéologiques » dans les manuels scolaires de littérature. Ceux-ci ont été publiés avant que le gouvernement n'ait modifié ses règlements, et les travaux de Yalqun Rozi et d'autres personnes, à la demande et avec l'approbation du ministère de l'Éducation, sont devenus des crimes. En janvier 2018, il a été condamné à 15 ans de prison pour avoir fait son travail sous la supervision du ministère de l'Éducation.

Des Ouïghours célèbres et bien connus du public, et d'autres ayant une voix ont été réduits au silence dans le but d'éliminer complètement toute personne qui pourrait produire, répandre ou défendre l'idéologie et les valeurs ouïghoures. Les élites ouïghoures, les philanthropes, les gens d'affaires prospères, les intellectuels, les professeurs, les écrivains, les journalistes, les médecins, les universitaires, les acteurs, les artistes et les athlètes sont les principales cibles. Des milliers d'intellectuels ouïghours ont été emprisonnés ou ont disparu depuis avril 2017, mais le gouvernement de la Chine continue de prétendre que les camps offrent de la formation

professionnelle. Le cas de la D^{re} Gulshan Abbas, médecin d'Ourumtsi à la retraite, démontre également que les personnes détenues ne correspondent pas au profil d'« extrémistes » que le régime chinois leur donne. Paisible, apolitique et parlant couramment le mandarin, elle a disparu six jours après sa sœur, l'activiste ouïghoure Rushan Abbas, se soit prononcée sur les atrocités commises contre les Ouïghours. La disparition de la D^{re} Abbas est perçue par sa sœur comme une mesure de représailles évidentes (Hoshur 2020) de la part du gouvernement de la Chine pour faire taire les détracteurs non seulement dans la région ouïghoure, mais aussi à l'étranger.

Les enfants sont également devenus une cible de choix des politiques génocidaires de la Chine et de ses expériences sociales. Le gouvernement de la Chine est en train d'éradiquer l'identité ethnique ouïghoure en ciblant la jeune génération. Les médias rapportent que plus de 500 000 enfants ouïghours ont été enlevés et sont pris en otage dans des orphelinats dirigés par le gouvernement, où ils sont endoctrinés et forcés d'abandonner leur identité ouïghoure et de prêter allégeance au Parti communiste chinois, tout en étant obligés de reconnaître Xi Jinping comme étant Dieu.

Qu'il s'agisse du déni de l'existence des camps ou de leur désignation en tant qu'écoles, ou encore de la tactique actuelle qui consiste à décrier l'« ingérence » de l'Occident dans ce que la Chine considère comme étant ses « affaires intérieures », la vérité sur la situation des Ouïghours, c'est que ces atrocités ne relèvent pas simplement des affaires de la République populaire de Chine. Elles préoccupent la communauté internationale du fait de sa complicité dans ces crimes contre l'humanité.

L'économie des Ouïghours est entièrement détruite. Trois millions de personnes vivent dans les camps de concentration et des millions d'autres sont réduites à l'esclavage et forcées de travailler au profit de l'agression économique de la Chine. Les maisons et les terres des Ouïghours sont réaffectées aux colons chinois hants et sont également libérées pour répondre aux besoins de l'initiative de la Ceinture et de la Route. De plus, les révélations sur la complicité des entreprises occidentales dans le travail forcé exigent que ces questions soient traitées par la communauté internationale.

Article 3 : Pourquoi accorde-t-on plus d'attention à l'escalade actuelle de ce génocide?

Alors même que la communauté internationale a commencé à remettre en question, à juste titre, la fiabilité de la Chine en tant que partenaire international et à en accroître la surveillance, la

Chine, dont l'économie a été momentanément paralysée par la COVID-19, a profité de l'occasion pour aborder deux questions en même temps. D'abord, le gouvernement a su tirer profit des travailleurs forcés de migrer vers des usines un peu partout en Chine pour redémarrer l'économie alors que la plupart des citoyens chinois restaient à la maison pour éviter l'infection. Il a également rendu plus difficile la découverte ou le suivi des preuves d'esclavage de la main-d'œuvre dans les chaînes d'approvisionnement de nombreuses marques occidentales.

Par le passé, la Chine a toujours eu l'habitude d'attiser le nationalisme et les conflits internationaux lorsque les responsables du Parti sont confrontés à des critiques plus sévères au niveau national. Alors que les citoyens chinois ont examiné la réponse du Parti à la pandémie, Lijian Zhao, porte-parole du ministère chinois, s'est acharné (Westcott et Jiang 2020) à rejeter la responsabilité du virus sur les États-Unis, une revendication non fondée qui n'a jamais été officiellement révoquée. Les autorités chinoises ont continué à faire des remarques menaçantes et à démontrer des comportements agressifs à l'égard de nombreux voisins de la Chine, se retirant légèrement de ce discours ces derniers jours pour réitérer la nécessité de relations amicales avec l'Inde et les États-Unis en particulier. La Chine fait de plus en plus l'objet d'une surveillance de la part de la communauté internationale en raison de comportements agressifs. Ce qu'on peut en déduire, c'est que le régime chinois s'est toujours comporté d'une façon qui indique qu'il ne s'intéresse pas à la diplomatie. Par conséquent, lorsqu'on examine la situation des actions génocidaires du régime chinois à l'égard des Ouïghours, les réponses et les méthodes d'évaluation devraient également refléter la compréhension de cela.

Article 4 : Processus d'escalade

Grâce aux années de travail de militants pour dénoncer les violations des droits de la personne des Ouïghours dans les chaînes d'approvisionnement de nombreuses sociétés, quelques-unes de ces sociétés ont pris des mesures pour faire des déclarations, nier ou, dans certains cas, amorcer des changements. Le fournisseur de Nike ne fait plus appel aux travailleurs ouïghours dans ses usines parce qu'il s'inquiétait de la violation de leurs droits de la personne. Adidas s'est engagé à enquêter et à prendre des mesures appropriées. Les États-Unis ont pris des mesures concrètes pour sanctionner certains fonctionnaires du PCC et, en plus, des mesures législatives ont été initiées pour éliminer l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement. Cependant, peu d'actions au-delà d'enquêtes et de déclarations ont été prises par le gouvernement du Canada pour s'attaquer au rôle du Canada dans la lutte contre ces atrocités. Toutefois, le cas de Meng Wanzhou a compliqué davantage le processus; il montre également que le gouvernement

de la Chine refuse d'assumer ses responsabilités et cherche plutôt à prendre des mesures de représailles, comme le montrent les cas de Michael Kovrig et de Michael Spavor.

Article 5 : Augmentation rapide des violations des droits de la personne et réaction

À ce stade, les préoccupations concernant l'intensification de l'agression du gouvernement de la Chine devraient être minimales. À ce moment unique de l'histoire, la Chine a réussi à créer des tensions avec la plupart des grandes puissances mondiales, et même ses alliés hésitent à intervenir lorsque les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie et d'autres pays s'en mêlent. Cependant, il serait sage d'imaginer les prochaines mesures du gouvernement de la Chine. Comme les autorités chinoises avaient anticipé un examen plus approfondi des droits de la personne à la suite de la pandémie, elles ont agi rapidement en envoyant les Ouïghours dans des usines partout en Chine. Nous devons préparer des réponses stratégiques à ce que les prochaines étapes pourraient être. Nous devons aussi chercher à obtenir un accès sans réserve et sans restriction à la région et exiger le démantèlement de l'État policier créé par la surveillance intense et le harcèlement des minorités, en plus de garantir immédiatement la liberté d'information.

Un récent rapport du Dr Adrian Zenz a reçu beaucoup d'attention pour son analyse inédite de l'ingérence brutale du régime chinois dans les droits génésiques des femmes ouïghoures. À l'aide de renseignements provenant de documents et de données du gouvernement de la Chine, il a été démontré que les méthodes utilisées et l'effondrement du taux de natalité pourraient correspondre à l'une des conditions de génocide énoncées dans la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du génocide.

La Campagne pour les Ouïghours a également produit un rapport décrivant les récents événements qui se sont produits au Turkestan oriental et la façon dont ils correspondent à la définition du génocide énoncée dans la convention des Nations Unies signée en 1948. Cela, combiné aux témoignages et à la récente saisie de treize tonnes de cheveux humains par le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis a été comme un coup de fouet pour la communauté internationale; un dernier signal d'alarme après des années passées à ignorer ces atrocités.

Selon la Convention des Nations Unies sur le génocide, le fait que les victimes représentent une partie du groupe, et non pas sa totalité, suffit pour satisfaire aux critères de perpétration de ce

crime. À ce stade, lorsque le groupe ciblé a été déterminé, il faut tenir compte des qualités et des quantités. Sur le plan qualitatif, l'élimination de la majorité du groupe, c'est-à-dire la comparaison entre le nombre déjà ciblé et le nombre de survivants, est considérée comme un point de référence. L'atteinte d'un taux raisonnable suffit pour que l'on considère qu'il y a génocide. La qualité fait référence au type de personnes ciblées : chefs de groupe, personnes importantes et personnalités. La majorité des personnes ciblées et envoyées dans les camps du Turkestan oriental sont des poètes, des professeurs, des universitaires, des écrivains et des personnalités éminentes. Autrement dit, les actes constituant un génocide, qui sont énumérés dans la Convention, sont commis « en totalité ou en partie » au Turkestan oriental (Campagne pour les Ouïghours 2020).

Les détenus des camps qui ont été libérés parce qu'ils étaient des citoyens étrangers ou des conjoints de citoyens étrangers ont témoigné des horreurs qu'ils ont vues dans les camps. Le très grand nombre d'Ouïghours qui ne peuvent pas témoigner est peut-être tout aussi révélateur. On estime que chaque Ouïghour de la diaspora compte au moins un membre de sa famille ou un ami disparu (Congrès mondial ouïghour 2019). De plus, ceux qui ne parlent pas ouvertement du problème ne se sont pas manifestés pour nier les atrocités, alors que beaucoup ont été intimidés par le gouvernement de la Chine et forcés de se taire. La diaspora ouïghoure compte entre 1 et 1,6 million de personnes.

Les femmes sont particulièrement victimes du régime chinois. On les stérilise de force, on leur insère des dispositifs intra-utérins de force et on leur administre des injections inconnues qui les empêchent d'avoir leurs règles et les rendent mentalement léthargiques. Des femmes ont indiqué avoir été témoins de viols collectifs dans les camps. À l'extérieur des camps, les femmes font également face à des choix incroyablement restrictifs. Dans le cadre du programme chinois de double parenté, des cadres du Parti communiste sont envoyés dans les foyers ouïghours pour les superviser. Les femmes dont les maris sont dans les camps sont ainsi exposées à des abus sexuels. Elles sont également forcées de se marier avec des hommes chinois Han, un autre indice clair des objectifs colonialistes du régime chinois d'éliminer la lignée ouïghoure. Ces crimes constituent des viols collectifs parrainés par le gouvernement. Lorsque nous ajoutons à ces témoignages les données révélant une baisse de 89 % du taux de natalité dans les deux plus grandes préfectures entre 2015 et 2018 (Zenz 2020), il est clair que ce qui arrive aux Ouïghours est plus que dramatique.

Les enfants sont un autre groupe qui souffre de traumatismes inimaginables. À l'époque de la révolution culturelle de Mao, de nombreux enfants étaient encouragés à dénoncer leur famille et leurs activités religieuses à l'école, servant ainsi d'informateurs innocents. Avec la disparition d'un nombre toujours plus élevé d'Ouïghours dans les camps de concentration et les usines à travers le pays, on estime que 500 000 enfants ont maintenant été placés dans des orphelinats gérés par l'État. Des vidéos provenant de ces établissements montrent que les enfants parlent mandarin et qu'ils sont nombreux à avoir traité leurs parents de traîtres. Certains réfugiés ouïghours, séparés de force de leur famille en Chine, ont même identifié leurs enfants dans ces orphelins sur des vidéos diffusés sur les médias sociaux. Alors que les enfants sont soumis à une assimilation culturelle forcée, bon nombre des scènes de ces orphelinats semblent rappeler la propagande nord-coréenne. Néanmoins, il est difficile de saisir la réalité sinistre. En bref, les enfants sont enlevés pour des expériences d'ingénierie sociale. De nombreuses vidéos d'enfants ouïghours battus ont également été diffusées sur les médias sociaux chinois.

Les représentants chinois ont déclaré qu'il faut « sacrifier une génération » afin de promouvoir la paix et la stabilité (Cha 2020). Cette rhétorique nous amène à nous demander pour quel groupe de personnes le gouvernement cherche la paix. L'idéologie du sacrifice d'une génération n'est pas quelque chose qui a historiquement connu du succès.

Article 6 : Recommandations politiques

Après avoir exposé ci-dessus les atrocités confirmées par les données du gouvernement de la Chine et les témoignages, et l'intention malveillante avec laquelle ces atrocités sont perpétrées contre le peuple ouïghour, la Campagne pour les Ouïghours recommande que les actions du régime chinois soient reconnues comme un génocide actif. Le Parti communiste chinois continue systématiquement à exercer des pressions sur les Ouïghours et à les torturer pour les forcer à s'assimiler et les exterminer en même temps. Le gouvernement de Pékin a violé le contrat de « prévention de génocide » qu'il avait signé et approuvé devant la communauté internationale. Ainsi, le président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, et tous les chefs du Parti communiste sont responsables de ces crimes et doivent en rendre compte. Plus précisément, la Campagne pour les Ouïghours recommande que le Parlement du Canada prenne les mesures suivantes :

- 1) Mettre en œuvre des politiques et des modifications à l'appui des objectifs suivants :
 - a) Le gouvernement du Canada doit prendre des mesures pour établir une

mission diplomatique ou un consulat à Ourumtsi.

- b) Le gouvernement du Canada doit accepter les réfugiés ouïghours et offrir un soutien financier aux Ouïghours qui fuient le régime communiste chinois.
- c) Le Parlement doit promulguer une loi exigeant la fermeture immédiate des Instituts Confucius, rebaptisés « Centres du ministère de l'Éducation pour l'enseignement des langues et la coopération », qui sont financés par le Parti communiste chinois et lui permettent de répandre en douce des idéologies et des arguments fallacieux.
- d) Le gouvernement du Canada doit modifier le verbiage pour refléter avec exactitude la nature de la situation, c.-à-d. qualifier ces crimes de génocide
- e) Une loi doit être promulguée pour exiger que les entreprises canadiennes élaborent des politiques d'entreprise pour veiller à ce qu'il n'y ait pas d'esclaves ouïghours dans leurs chaînes d'approvisionnement. Le gouvernement du Canada doit également exiger que les sociétés canadiennes mènent des séances d'éducation d'entreprise en partenariat avec des organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux afin de développer des environnements d'entreprise responsables qui sont outillés pour reconnaître tout acte potentiellement commis en complicité avec des crimes génocides et y mettre un terme.
- f) Le Canada doit adopter des lois semblables à celles de la loi américaine, la Uyghur Human Rights Policy Act, sur les droits de la personne des Ouïghours et mettre en œuvre les sanctions découlant de la *Loi de Sergueï Magnitski* à l'encontre des représentants du gouvernement de la Chine.
- g) Le gouvernement du Canada doit prendre des mesures pour assurer le respect des lois canadiennes par les diplomates et les citoyens chinois au Canada, et ainsi prendre des mesures pour protéger les Ouïghours au Canada contre le harcèlement des représentants du gouvernement de la

Chine.

- h) Les représentants canadiens doivent refuser de participer aux Jeux olympiques de 2022 qui auront lieu à Pékin et doivent empêcher, par voie de réglementation, les entreprises canadiennes de commanditer les Jeux.

2) En ce qui concerne les relations du Canada avec les Nations Unies et son influence à cet égard, le gouvernement du Canada devrait également exercer des pressions sur les Nations Unies pour :

- a) Retirer immédiatement à la Chine son statut de participant au Groupe d'experts du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et exiger un accès immédiat et direct à toute la région du Turkestan oriental afin de pouvoir mener des enquêtes indépendantes, sans escorte, dans les camps de concentration et les usines soupçonnées d'avoir recourt au travail forcé des Ouïghours.
- b) Le système de surveillance technologique avancé mis en place par le régime communiste chinois au Turkestan oriental doit être aboli, et les entreprises technologiques complices doivent être punies pour violations des droits de la personne.
- c) L'enlèvement d'enfants ouïghours, l'immigration chinoise des Hans au Turkestan oriental et l'intrusion dans les foyers ouïghours doivent cesser.
- d) Les Nations Unies doivent officiellement reconnaître les événements présents comme étant un génocide.
- e) Les Nations Unies doivent également reconnaître le Turkestan oriental comme un territoire occupé.

Conclusion

En résumé, le gouvernement du Canada doit sensibiliser les citoyens canadiens aux atrocités commises par la Chine et s'efforcer de les protéger contre la propagande et l'infiltration du gouvernement de la Chine. Il devrait également tirer parti de son influence pour demander à des organismes internationaux d'agir. Il doit porter une attention particulière à la cessation des pratiques commerciales qui permettent aux entreprises de se soustraire à leur responsabilité à l'égard de la présence d'esclaves ouïghours dans les chaînes d'approvisionnement. Le Canada doit prendre des mesures pour offrir aux Ouïghours la liberté de pratiquer leur religion, de gagner

leur vie, de répondre à leurs besoins, de parler leur langue et de pratiquer leur culture.

Citations

Cha, Naiyu. 2020. « Witness to Discrimination: Confessions of a Han Chinese from Xinjiang » (Témoignage de discrimination : Confessions d'un chinois Han du Xinjiang) *Amnesty International*
Extrait de : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/06/témoignage-to-discrimination-confessions-of-a-han-chinois-de-xinjiang/>

Genocide (Génocide). (n.d.). Extrait de :
<https://www.un.org/en/genocideprevention/genocide.shtml>

Hoshur, Shohret. 2020. « Gulshan Abbas, Sister of Uyghur Activist in Exile, Confirmed Detained After Missing for 21 Months. » (Gulshan Abbas, sœur d'une activiste ouïghoure en exil, confirmée être détenue après avoir disparu pendant 21 mois.) *Radio Free Asia*. Extrait de :
<https://www.rfa.org/francais/news/uyghur/detry-06022020173828.html>

Karakax List Documents. (Documents de la liste Karakax). 2019. Extrait de :
https://www.jpolrisk.com/wp-content/uploads/2020/02/PDF_Ch_3pg_fully-redacted.pdf

Ramzy, Austin et Buckley, Chris. 2019. « Absolutely No Mercy: Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims » (Absolument sans pitié : des dossiers divulgués révèlent comment la Chine a organisé des détentions massives de musulmans). *The New York Times*. Extrait de : <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html>

Westcott, Scott et Jiang, Steven (2020). « Chinese Diplomat Promote Conspiracy Theory that U.S. military bring coronavirus to Wuhan » (Un diplomate chinois promeut la théorie de la conspiration selon laquelle l'armée américaine aurait apporté le coronavirus à Wuhan). *CNN*. Extrait de : <https://www.cnn.com/2020/03/13/asia/china-coronavirus-us-lijian-zhao-intl-hnk/index.html>

World Uyghur Congress (n.d.) « Current Issues » Extrait de :
<https://www.uyghurcongress.org/en/current-issues/>

Zenz, Adrian. 2020. « The Karakax List: Dissecting the Anatomy of Beijing's Internment Drive in Xinjiang » (La liste Karakax : Dissection de l'anatomie de la campagne d'internement de Pékin au Xinjiang) *Journal of Political Risk, Vol. 8, No. 2*

Zenz, Adrian. 2020. « Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang » (Stérilisations, DIU et contraception obligatoire : la campagne du PCC pour supprimer les taux de naissance des Ouïghours au Xinjiang) *La Fondation Jamestown* Extrait de : <https://jamestown.org/wp-content/uploads/2020/06/Zenz-Sterilizations-IUDs-and-Mandatory-Birth-Control-FINAL-27juin.pdf?x76002>

À propos de la campagne pour les Ouïghours

La Campagne pour les Ouïghours est une organisation non gouvernementale basée à Washington D.C. qui travaille à promouvoir et à défendre les droits de la personne et les libertés démocratiques pour les Ouïghours et d'autres peuples turciques au Turkestan oriental (désignées en Chine comme « région autonome ouïghoure du Xinjiang »). Elle mobilise les individus et la communauté internationale et construit des ponts pour agir au nom des Ouïghours et sensibiliser le public au problème des Ouïghours avec une attention particulière sur les femmes et les jeunes ouïghours, et d'inciter les personnes et les entités à travailler ensemble pour mettre fin aux violations systématiques des droits de la personne contre le peuple du Turkestan oriental.